

**Gestion de la crise
sanitaire et le dialogue
social sur les questions
de SST****Déclaration FO en CSE Central sur le point
santé sécurité**

FO rappelle sa demande restée vaine sur la nécessité que le CSE Central s'exprime pour avis sur les PCA et donc constate un manque dans le cadre du dialogue social que nous souhaitons efficace sur toutes les questions fondamentales touchant à la SST. De plus, il a fallu des semaines pour un passage en CSE d'Etablissements, avec des présentations très hétérogènes donc sans contrôle social efficace.

Mais ça ne s'arrête pas à la question des PCA, car beaucoup de DUER n'ont pas été modifiés et transmis en CSE. Nous sommes donc bien moins enthousiastes que la direction sur la qualité-quantité du dialogue social uniquement apprécié en termes de nombre de réunions de CSE et de CSSCT.

Au final, peu de questions de fond débattues et peu de dialogue mais plutôt de l'information partielle descendante. Quelle est la raison de fond ? Quelles sont les réalités dérangeantes qui empêcheraient d'engager totalement le dialogue avec débat et avis formalisés ? C'est votre position incompréhensible qui génère ces interrogations tout à fait légitimes.

Sur le rôle spécifique du CSEC et de la CSSCTC tout particulièrement, nous nous demandons si vous n'êtes pas atteints du « syndrome du CNCHSCT » qui semble vous avoir traumatisé...Car vous ne pouvez pas empêcher un débat d'entreprise sur des questions nationales mais aussi sur des questions de niveau direction ou local qui remontent au CSEC et qui poseraient des problèmes de principe et politiques, comme justement la question des PCA des PRA et des DUER !

Car comme évoqué lors de la séance de la CSSCTC du 30 avril dernier, la mise en place des PCA ne s'est pas bien passée et le PDG a lui-même reconnu des « retards à l'allumage » avec des sites et des directions qui ont mis du temps à vider les sites, éléments qui constituent bien des problèmes d'entreprise, ne vous en déplaie !

Autre exemple de questions de portée nationale, la « pseudo-décision » surprenante d'ouvrir aux salariés volontaires la Tour PB6, Smartside ou Wagram en proposant aux salariés d'étaler leurs horaires de 6h du matin à 22h le soir afin d'étaler la présence sur site et dans les transports.

FO est surpris et, il faut le dire consterné, par ce type d'initiative qui se fait en déconnexion de la négociation en cours sur un projet d'accord de relance de l'activité.

FO exprime donc son opposition à ce type d'initiative qui se base sur « le volontariat » et qui va exposer les salariés qui partent tard à des risques d'agressions notamment sur les sites dans les quartiers « compliqués ». Demander à des salariés de venir tard pour finir à 22h serait une régression inimaginable, alors que les salariés peuvent rester en télétravail. La question des horaires de travail ne peut se faire en dehors de tout contrôle social et des IRP !

Si nous sommes donc très fiers du dévouement, du courage et du travail de tous les salariés, nous ne sommes pas fiers de l'action des pouvoirs publics d'un grand pays développé qui aurait dû montrer l'exemple, et nous sommes interrogatifs sur la transparence de la gestion de la crise par l'entreprise notamment sur les PCA, les DUER et les PRA à venir.